Point de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation au Mali et en Syrie, à Bruxelles le 18 février 2013.

2013-02-18

Deux points importants ont été examinés aujourd'hui : le Mali et la Syrie.

Sur le Mali, notre action a, de nouveau, bénéficié d'un soutien extrêmement fort. D'autre part, le lancement effectif de l'opération de formation par l'Union européenne des troupes maliennes a été décidé et confirmé, ce qui est une bonne chose. Un certain nombre de précisions ont été apportées sur le calendrier et sur la volonté que le dialogue, la réconciliation nationale, aient lieu effectivement au Mali. Ce sont des thèses que nous développons depuis longtemps et nous sommes très satisfaits que l'Union européenne les appuie.

Sur la Syrie, il y a eu un soutien fort, appuyé, à la démarche du président de la Coalition nationale syrienne. En ce qui concerne l'embargo sur les armes, il a été décidé, d'une part, que la question sera revue dans trois mois - compte tenu des discussions qui existent en ce moment, ou qui devraient exister - et, d'autre part, l'embargo fait l'objet d'un amendement pour que l'assistance technique et la protection des populations civiles soient rendues plus facile.

Voilà les dispositions qui ont été prises, et comme elles correspondent tout à fait aux positions de la France, j'en suis heureux.

Q - Monsieur le Ministre, pour l'embargo sur les armes, comment cela va fonctionner dans la pratique pour la protection des populations civiles et l'assistance technique ?

R - Dans la pratique, cela permet, conformément à la demande du président Al Khatib, le président de la Coalition, qu'il y ait un appui supplémentaire qui soit donné à la Coalition, ce qui est nécessaire. Tout le monde reconnaît que le président de la Coalition a bien agi. Il a pris des décisions courageuses pour ouvrir le dialogue, non pas avec Bachar Al-Assad mais avec certains éléments du régime qui n'ont pas de sang sur les mains. Il y a certains mouvement positifs dans la discussion et ce que nous avons voulu, en tout cas ce que la France a proposé et qui a été accepté, c'est que les demandes du président de la Coalition soient satisfaites.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 février 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187172-point-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres